

ROYAUME DU MAROC

__**_**_**

OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE N° 48/2026

Le **10 juillet 2026 à 10 Heures**, il sera procédé, dans les bureaux de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis à : Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix n° **48/2026** pour :

La réalisation des prestations relatives à la recharge des bouteilles de gaz propane pour les besoins de cuisson du restaurant du siège de l'OFPPT.

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics accessible à l'adresse www.marchéspublics.gov.ma.

L'estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :

- **Montant Min : cinquante-cinq mille dirhams (55 000,00) DH.**
- **Montant Max : cent dix mille dirhams (110 000,00) DH.**

Le cautionnement provisoire est fixée à la somme de **mille neuf cent quatre-vingts dirhams (1980,00) DH.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du décret relatif aux marchés publics.

Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés publics accessible à l'adresse www.marchéspublics.gov.ma

Les Prospectus, notices ou autre documents exigés par le dossier d'appel d'offres doivent être déposés au **Service des Marchés à la Direction de l'Approvisionnement et de la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) Casablanca**, au plus tard le **09 juillet 2026 à 16 Heures**, ou remis séance tenante au président de la Commission d'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n°6 du Règlement de consultation.



المملكة المغربية
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح مبسط
رقم 2026/48

في يوم 10 يوليوز 2026 على الساعة العاشرة صباحاً، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح مبسط رقم 2026/48، لأجل:

تقديم الخدمات المتعلقة بإعادة تعبئة قنينات غاز البروبان لتلبية احتياجات الطهي في مطعم المقر الرئيسي لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

يوجب سحب ملف طلب العروض إلكترونياً من بوابة صفقات الدولة من العنوان الإلكتروني www.marchespublics.gov.ma

تبلغ الكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع:

- المبلغ الأدنى: خمسة وخمسون ألف درهم (55 000,00) مع احتساب جميع الرسوم.
- المبلغ الأقصى: مائة وعشرة آلاف درهم (110 000,00) مع احتساب جميع الرسوم.

تبلغ الضمانة المؤقتة:

ألف وتسعمائة وثمانون (1980,00) درهم

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات البنود من 30 إلى 34 من المرسوم المنظم للصفقات العمومية.

ويجب على المتنافسين أن يرسلوا أظرفتهم إلكترونياً في بوابة الصفقات العمومية من العنوان الإلكتروني www.marchespublics.gov.ma

إن النشرات التمهيدية، الإشعارات أو وثائق أخرى التي يستوجبها ملف طلب العروض يجب إيداعها بمصلحة الصفقات ب مديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، وذلك كحد أقصاه يوم 09 يوليوز 2026 على الساعة الرابعة بعد الزوال، إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة فتح الأظرفة عند بداية الجلسة الفورية.

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 6 من نظام الإستشارة

، لـ

Appel d'Offres ouvert simplifié

sur offres de prix

N° 48/2026

Objet :

Réalisation des prestations relatives à la recharge des bouteilles de gaz propane pour les besoins de cuisson du restaurant du siège de l'OFPPT.



REGLEMENT DE CONSULTATION



Table des matières

Article n°1	Objet de règlement de consultation	4
Article n°2	Maître d'ouvrage.....	4
Article n°3	Répartition en lots.....	4
Article n°4	Composition du dossier d'appel d'offres	4
Article n°5	Conditions requises des concurrents	4
Article n°6	Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents	5
Article n°7	Les « prospectus, notices et autres documents techniques » comprennent:	6
Article n°8	Présentation des dossiers des offres des concurrents.....	7
Article n°9	Information et demande d'éclaircissements des concurrents.....	7
Article n°10	Modification dans le dossier d'appel d'offres	8
Article n°11	Retrait du dossier d'appel d'offres.....	8
Article n°12	Dépôt des plis des concurrents	8
Article n°13	Délai de validité des offres	9
Article n°14	Langue de l'offre.....	9
Article n°15	Monnaie de l'offre.....	9
Article n°16	Évaluation des offres des concurrents	9
Article n°17	Résultats définitifs de l'appel d'offres.....	10



Article n°1 **Objet de règlement de consultation**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix, ayant pour objet : **la réalisation des prestations relatives à la recharge des bouteilles de gaz propane pour les besoins de cuisson du restaurant du siège de l'OFPPT.**

Il est établi en vertu des dispositions des articles 21 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au le décret n° 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

Article n°2 **Maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

Article n°3 **Répartition en lots**

Le marché issu présent d'offre n'est pas alloti.

Article n°4 **Composition du dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement (annexe n°1 du présent règlement de consultation) ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur (annexe n°2 du présent règlement de consultation) ;
- f) Le présent règlement de la consultation.

Article n°5 **Conditions requises des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431précité :

1. Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- c) Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociales ou à un autre régime particulier de prévoyance sociales, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulières auprès de ces organismes ;
- d) Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- a) Les personnes en liquidation judiciaires ;



- b) Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaires compétente ;
- c) Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics ;
- d) Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché.
- e) Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- f) Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

Article n°6 Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents

Chaque concurrent est tenu de présenter un « dossier administratif », un « dossier technique », des « prospectus, notices et autres documents techniques » et une « offre financière ».

A/ Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- ❖ S'il s'agit d'un autoentrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- ❖ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- ❖ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b) la déclaration sur l'honneur

c) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

+ La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'original prévue à l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;



c) une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (**modèle 9**) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B/ Le dossier technique comprend :

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation.

C/ L'offre financière comprend :

- **L'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à n°150 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

- Le bordereau des prix - détail estimatif.

Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

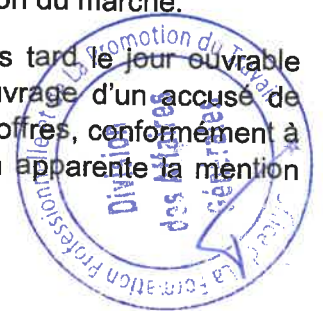
En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article n°7 Les « prospectus, notices et autres documents techniques » comprennent:

Les concurrents doivent remettre les prospectus, notices ou tout autre document technique relatifs aux articles prévus dans l'annexe n°01.

Les documents relatifs aux « spécifications techniques des équipements et/ou fournitures » doivent être cachetés sur toutes les pages et portant le numéro de l'appel d'offres et l'item correspondant. Et en cas de groupement ces documents sont à signer par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'ensemble de ces documents sont mis dans un pli distinct déposé au plus tard le jour ouvrable précédant la date d'ouverture des plis contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception ou remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres, conformément à l'article n°37 du décret n°2-22-431. Ce pli doit être fermé et porter de façon apparente la mention



« prospectus, notices ou autres documents techniques »

Les prospectus, notices ou autres documents techniques déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour et avant l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait des prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Les concurrents ayant retiré leurs prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues ci-dessus.

NB : les prospectus, notices et autres documents techniques ne peuvent faire l'objet par voie électronique.

Article n°8 Présentation des dossiers des offres des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article n°32 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :

Les dossiers doivent être présentés exclusivement de façon électronique via le portail des marchés publics conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics.

Le dossier présenté doit contenir trois enveloppes électroniques distinctes :

- a) **La première enveloppe électronique** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 6 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
- b) **La deuxième enveloppe électronique** contient l'offre financière.

NB : il demeure entendu que les prospectus, notices ou autres documents techniques sont mis dans un pli distinct déposé au plus tard le jour ouvrable précédant la date d'ouverture des plis contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception ou remis séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres, conformément à l'article n°37 du décret n°2-22-431. Ce pli doit être fermé et porter de façon apparente la mention « prospectus, notices ou autres documents techniques »

Conformément à l'article 12 de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 précité, chacune des pièces constituant la réponse du concurrent, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant. Chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.

Article n°9 Information et demande d'éclaircissements des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.



Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics

Article n°10 **Modification dans le dossier d'appel d'offres**

Conformément à l'alinéa 7 du de l'article 22 du décret n° 2-2-431 relatif aux marchés publics, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret précité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report. Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres. Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande. Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.

Article n°11 **Retrait du dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Article n°12 **Dépôt des plis des concurrents**

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, les plis doivent être transmis **exclusivement par voie électronique** via le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à l'appel d'offre, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.



Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C de l'article 150 du décret précité n° 2-22-431.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

Article n°13 **Délai de validité des offres**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours** qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) Les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;
- c) Dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

Article n°14 **Langue de l'offre**

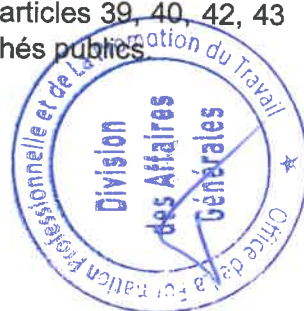
Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être en langues arabe ou français.

Article n°15 **Monnaie de l'offre**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le dirham marocain est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Article n°16 **Évaluation des offres des concurrents**

Les offres des concurrents sont examinées conformément aux dispositions des articles 39, 40, 42, 43 et 44 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.



Article n°17 Résultats définitifs de l'appel d'offres


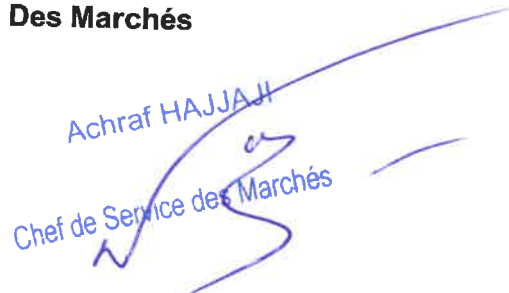
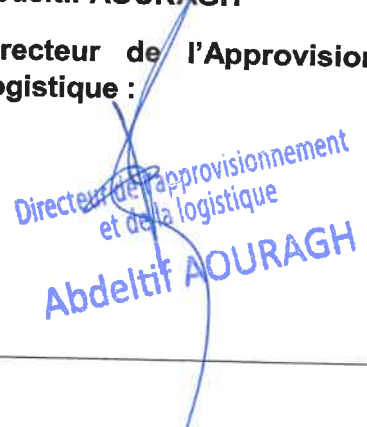
Conformément à l'article n°47 du décret n°2-22-431, le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux du maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours au moins.



Etablie par La Division des Affaires Générales P.I  TERIAS Mohamed Amine Chef de La Division des Affaires Générales P.I	Vérifié par Le Service Des Marchés  Achraf HAJJAJ Chef de Service des Marchés
Le soumissionnaire : Lu et accepté	Le maître d'ouvrage Abdeltif AOURAGH Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique :  Abdeltif AOURAGH Directeur de l'approvisionnement et de la logistique



Annexe 1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A -Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix n°..... duàh.....min

Objet du marché :

La réalisation des prestations relatives à la recharge des bouteilles de gaz propane pour les besoins de cuisson du restaurant du siège de l'OFPPT.

Passé en application des articles 7 et 19 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel:

a) Pour les personnes physiques:(4)

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu:

Affilié à(5).....sous le numéro:

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

b) Pour les personnes morales:(4)

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de.....

Adresse du siège social de la société:

Adresse du domicile élu:

Affiliée à(5).....sous le numéro:

Inscrite au registre du commerce.....(localité) sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement:

Nous soussignés:(6)

– Membre n° 1:

– Membre n° 2:

– Membre n° n:

(4) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations.

(5) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(6) Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.



En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement;

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, du concours, du marché négocié(7) concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations:

1) remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature (s) un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier (d'appel d'offres, du concours, de la procédure négociée);(7)

2) m'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-mêmes), lesquels font ressortir(8):

- Montant minimum hors TVA (en lettres et en chiffres)
- Taux de la TVA (en pourcentage)
- Montant de la TVA: (en lettres et en chiffres)
- Montant minimum TVA comprise (en lettres et en chiffres)
- Montant total maximum hors TVA (en lettres et en chiffres)
- Taux de la TVA (en pourcentage)
- Montant de la TVA: (en lettres et en chiffres)
- Montant maximum TVA comprise: (en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

- Part revenant au membre n° 1: (en lettres et en chiffres)
- Part revenant au membre n° 2: (en lettres et en chiffres)
- Part revenant au membre n° n: (en lettres et en chiffres)

Se libère.....l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte.....(postal, bancaire ou à la TGR)(10) ouvert au nom de(titulaire du marché) à.....(localité) sous le relevé d'identification bancaire numéro (11)

Fait à....., le.....
Signature et cachet du concurrent

(7) et (10) supprimer la mention inutile.

(11) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



Annexe 2 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert simplifié n° , sur offres des prix du ../.../... à ...h.. min.

Objet du marché :

La réalisation des prestations relatives à la recharge des bouteilles de gaz propane pour les besoins de cuisson du restaurant du siège de l'OFPPT.

A - Pour les personnes physiques:

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte:

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du domicile élu:

Affilié à la CNSS(2) sous le numéro:

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(3) numéro(4):

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

2) Cas de l'auto-entrepreneur:

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du domicile élu:

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(5) numéro(6):

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

B - Pour les personnes morales:

1) Cas des sociétés:

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de:

Numéro téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du siège social de la société:

Adresse du domicile élu:

Affiliée à la CNSS, sous le numéro:(7)

Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(8) numéro(9):

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

2) Cas des établissements publics:

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(dénomination de l'établissement).

Numéro téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:



Adresse du siège:
 Affiliée à(10).....sous le numéro:
 Inscrit au registre du commerce de(11).....(localité) sous le numéro:
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise(7):.....
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro(7):
 Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché:
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(12) numéro(13):
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

3) Cas des coopératives ou union des coopératives:

Je soussigné (nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte
 de.....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au
 capital social de.....
 Numéro de téléphone:
 Numéro du fax:
 Adresse électronique:
 Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives:
 Adresse du domicile élu:
 Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro.....
 Affiliée à la CNSS sous le numéro(5):
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(14) numéro(15):
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

Déclare sur l'honneur:

- que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics;
 - m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les
 risques découlant de mon activité professionnelle;
 - m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance:
 à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte
 pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché;
 à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à
 l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

- atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la
 législation et la réglementation en vigueur;
 - atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire;
 - étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer
 aux appels d'offres;(16)

- je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de
 corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de
 gestion et d'exécution du marché;

- je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de
 présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution;

9. j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts;

10 - j'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré; Je certifie
 l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces
 fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à
 l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

(2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(3) Supprimer la mention inutile.



- (4) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (5) Supprimer la mention inutile.
- (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (7) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (8) Supprimer la mention inutile.
- (9) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (10) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (11) Lorsque l'établissement public est assujetti à cette obligation.
- (12) Supprimer la mention inutile.
- (13) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (14) Supprimer la mention inutile.
- (15) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (16) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES**Marché cadre n°...../ 2026**

Passé en application des articles 7 et 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

D'une part : **L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T),**

Représentée par sa Directrice Générale,

D'une part

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :

- Patente n° :

- N° d'identification Fiscale

- N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT



Article n°1 Objet du marché et mode de passation

Le présent marché a pour objet : **La réalisation des prestations relatives à la recharge des bouteilles de gaz propane pour les besoins de cuisson du restaurant du siège de l'OFPPT.**

Il est passé par application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa b) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret relatif aux marchés publics.

Article n°2 Documents constitutif du marché

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le cahier des prescriptions spéciales,
- 3- Le cahier des clauses sanitaires spécifiques et clauses particulières
- 4- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 5- Les prospectus, notices et autres documents techniques,
- 6- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux approuvé par le Décret n o 2.14.394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016).

Article n°3 Autres textes applicables

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

1. Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.
2. La Loi 69-21 relative aux délais de paiement, modifiant la Loi 15-95 formant Code du Commerce, publiée dans le Bulletin Officiel 7204 du 15 juin 2023.
3. Le décret n°2-14-394 du 06 Chaâbane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux
4. La loi n° 69-00, relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n° 5170 du 18/12/2003).
5. Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété.
6. Le dahir du n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13, relative aux nantissements des marchés publics.
7. Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985, portant promulgation de la loi n°30-85, relative à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
8. L'arrêté 2-3663 du 13/07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
9. Les textes législatifs réglementant la main d'œuvre et les salaires.
10. L'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.
11. Le décret n°2-14-272 du 14 Rajeb 1435 (14/05/2014) relatif aux avances en matière de marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.



Article n°4 Caractère des prix

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres. Le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

Article n°5 Définition des prix

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou au bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des denrées.

Article n°6 Durée du marché-cadre

La durée totale du marché est de douze (12) mois, renouvelable par tacite reconduction, sans toutefois que la durée totale du marché puisse excéder trois (3) ans, sauf dénonciation par lettre recommandée de l'une ou de l'autre des parties moyennant un préavis de soixante (60) jours avant la date d'échéance.

Cette dénonciation du marché, sauf manquement grave de l'une ou l'autre des parties aux termes du présent marché, ne saurait être justifiée ou donner lieu à un quelconque dédommagement sauf apurement par le maître d'ouvrage des frais engagés par le titulaire pour son compte.

Le démarrage des prestations, objet du présent marché devra être effectif à compter de la date fixée par la date de l'ordre de service, prescrivant au titulaire de commencer les prestations.

Article n°7 Pénalités

En cas de retard dans la livraison dans le délai contractuel, suivant l'envoi de la commande, qu'il s'agisse de l'ensemble de la commande ou d'une partie, une pénalité journalière sera appliquée à l'encontre du titulaire, sans mise en demeure préalable, d'un pour mille (1/1000) du montant global du marché par jour calendaire de retard. Le montant global précité s'entend du montant initial du marché correspondant aux quantités maximales et avec prise en comptes des éventuelles avenants.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à huit pour cent (8) % du montant initial du marché éventuellement complété par les avenants intervenus.

Quand le montant des pénalités atteint ce plafond, L'OFPPT se réserve le droit de résilier le marché à tort du titulaire du marché.



Article n°8 Cautionnement provisoire et définitif

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à Mille neuf cent quatre-vingts dirhams (1980,00 DHS)

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG-T

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 18 du CCAG-T.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAG-T ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des travaux et ce, conformément aux dispositions de l'article 19, paragraphe 2 du CCAG-T.

NB :

Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements marocain agrés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Article n°9 Assurance et responsabilités

Avant tout commencement des prestations, le fournisseur doit adresser au Maître d'ouvrage, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs police d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

Article n°10 Modalité de Commande

Les commandes seront établies par l'entité responsable de l'exécution de la prestation au sein de l'OFPPT.

La livraison des fournitures doit respecter les dispositions des clauses sanitaires spécifiques et clauses particulières.

Les commandes seront adressées au titulaire par tout moyen pouvant donner une date certaine, notamment fax, un appel téléphonique ou E-mail.

Article n°11 Délai de livraison

Sur demande du responsable du service restauration du siège de l'OFPPT ou son délégué et au plus tard quand le stock sera égal à 40% la capacité maximale de stockage, le



prestataire assurera sous sa responsabilité et par ses propres moyens de transport le réapprovisionnement en gaz propane.

Le prestataire s'engage alors à effectuer la livraison au siège de l'OFPPT sous un délai de 24 heures dès réception de la commande par l'entité responsable de l'exécution de la prestation au sein de l'OFPPT.

Article n°12 Lieu de livraison

Etablissement	Adresse
Siège OFPPT	Intersection de la route B.O. n° 50 et la 11، الطريق الوطنية رقم 11 Casablanca 20270

Toutefois, l'OFPPT se réserve le droit de modifier, sans surcoût, le lieu d'installation ainsi que le redéploiement des opérateurs en fonction des besoins du siège de l'OFPPT et ses annexes sur Casablanca au fur et à mesure de l'exécution du présent marché.

Article n°13 Conditions de livraison

Les fournitures livrées seront déchargées dans la cuisine du siège, aux jours et heures fixés par le responsable du service restauration du siège de l'OFPPT ou son délégué sans supplément pour les frais de transport ou de manutention.

Elles seront vérifiées en présence du fournisseur ou son représentant par le responsable du service restauration du siège de l'OFPPT ou son délégué.

Si les fournitures livrées sont reconnues non conformes, le responsable du service restauration du siège de l'OFPPT ou son délégué les rejette en donnant les raisons du rejet. Ce dernier devra alors les remplacer sans délai et sans surcoût pour le maître d'ouvrage et il en subira seul les conséquences.

Article n°14 Mode de règlement

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires définis et établis pour chaque item par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix-détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Le titulaire n'a pas le droit de réclamer au motif de ne pas avoir atteint la quantité minimale prévue au niveau du bordereau des prix.

Article n°15 Modalités de paiement

Le paiement sera effectué mensuellement pour les prestations réellement réalisées.

Le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage une facture en cinq exemplaires à la fin de chaque mois, accompagnée des bons de tirage et de relieur signés et cachetés par le service utilisateur de l'OFPPT ou par signature et cachet de la Division des Affaires Générales de la Direction Approvisionnement et Logistique, et ce, pour toutes les fournitures prévues par le présent marché.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.



Article n°16 Délais de paiement

En application des dispositions prévues par la loi 69-21, le délai de paiement des sommes dues au titulaire de ce marché est de 120 jours, et ce, conformément aux articles 78-1 et 78-2 de ladite loi.

Article n°17 Modalité de réajustement des quantités

Conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 7 du décret 2-22-431 relatif aux marchés publics, la quantité ou la valeur des prestations à exécuter peuvent être réajustées, selon le cas, dans la limite :

- Dix pour cent (10%) du maximum, en cas d'augmentation ;
- Vingt-cinq pour cent (25%) du minimum, en cas de diminution.

Les taux de dix pour cent (10%) et de vingt-cinq pour cent (25%) visés ci-dessus s'apprécient dans le cadre de la durée totale du marché-cadre par l'entremise d'un seul réajustement ou de plusieurs réajustements partiels.

Tout réajustement est introduit par avenant.

Article n°18 Cas de force majeure

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T les phénomènes naturels qui sont réputés constituer un événement de force majeure au titre de présent marché sont : la neige, forte pluie, vent à vitesse excessive, émeutes, le séisme, guerres, etc....

Le titulaire qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt après l'apparition d'un tel cas, et dans un délai maximum de sept (7) jours, adresser au maître d'ouvrage une notification par lettre recommandée établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences probables sur réalisation du marché.

Article n°19 Réceptions provisoire et définitive

Compte tenu de la nature des prestations, les réceptions provisoire et définitive sont confondues.

Pour chaque livraison et en application de l'article 73 et 76 du CCAG-T, le maître d'ouvrage procède à la vérification de la conformité des prestations de services réalisées aux spécifications techniques du marché et prononce, le cas échéant et en application de l'article 77 du CCAG-T, la réception partielle des prestations concernés. Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception.

La dernière réception tient lieu de réception définitive du marché.

Article n°20 Droits de timbres et enregistrement

Conformément à l'article 7 du CCAG-T, Le titulaire s'acquittera des droits de timbre et d'enregistrement auxquels donnera lieu le présent marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.



Article n°21 Domicile du titulaire

A défaut par le titulaire d'avoir satisfait aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T en matière d'élection de domicile, les notifications relatives au marché lui seront valablement faites au siège des bureaux du représentant local qu'il a choisi et désigné sur son acte d'engagement.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

Article n°22 Validité du marché

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente du maître d'ouvrage ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

Article n°23 Délai de notification de l'approbation du marché

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 36 et 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Article n°24 Délai et retenue de garantie

Compte tenu de la nature des prestations, il n'est pas prévu de délai de garantie ni retenue de garantie.

Article n°25 Utilisation des documents contractuels et diffusion de renseignement

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPT, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, des plans, dessins, tracés, échantillons ou information fournis par l'OFPPT ou en son nom et au sujet du marché à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPT, n'utilisera aucun des documents et aucune des informations énumérés dans le paragraphe précédent, si ce n'est pour l'exécution du marché.

Tout document, autre que le marché lui-même, énuméré dans le 1er paragraphe demeurera la propriété de l'O.F.P.P.T et tous ses exemplaires seront renvoyés à l'OFPPT sur sa demande, une fois les obligations contractuelles du titulaire exécutées.



Article n°26 Propriété industrielle ou commerciale

Le titulaire garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service. Il appartient au titulaire le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

Article n°27 Nantissement

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché ;
4. Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

Article n°28 Résiliation du marché

Le marché peut être résilié de plein droit par l'autorité compétente conformément aux dispositions de résiliation prévues par le CCAG-T et le décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023).

Article n°29 Sous-traitance

Si le prestataire envisage de recourir à la sous-traitance, il sera appliqué les dispositions de l'article 151 du décret n°2-22-431.

Il doit communiquer au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché présenté par l'item N°01 du CPT.



La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 151 du décret relatif aux marchés publics précité.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant à l'égard le maître d'ouvrage, des salariés et des tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Article n°30 Lutte contre la fraude et la corruption

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire du marché ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du présent marché.

Article n°31 Mesures coercitives

Les dispositions du chapitre VIII du CCAG-T ; de l'article 152 du décret n° 02-22-431 relatif aux marchés publics du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023).

Article n°32 Représentation du titulaire du marché

Pendant toute la période d'exécution du marché, le titulaire du marché devra désigner son représentant auprès de l'OFPPT, investi des pouvoirs et prérogatives nécessaires pour :

- Assurer le suivi et la réalisation du marché ;
- Participer aux réunions ou entretiens avec les représentants de l'OFPPT.
- Faciliter les contacts et veiller au bon déroulement des livraisons et signer les PV.

Ce représentant devra être qualifié, avec suffisamment d'expérience, pour assurer en permanence sa mission sur les lieux. Si sa qualification n'apparaît pas suffisante, l'OFPPT pourra demander son remplacement.

Le titulaire du marché est tenu de répondre à chaque convocation qui lui sera adressée pour se rendre au siège de l'OFPPT.

Au cas où il ne pourrait pas assister personnellement aux réunions prévues, il doit auparavant désigner la personne qualifiée pour le représenter auprès de l'OFPPT.

Article n°33 Règlement des contestations



En cas de litiges ou différends entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché, il est fait application des dispositions du chapitre IX du CCAG-T.



Article n°34 Mesure de sécurité et d'hygiène

Le titulaire du marché doit prendre les mesures de sécurité et d'hygiène en rapport avec les prestations, objet du présent marché, conformément à la réglementation en vigueur.

Article n°35 Versement à titre d'avance au titulaire du marche

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché n'a droit à aucune avance.



LE SOUSMISSIONNAIRE Lu et accepté	LE MAITRE D'OUVRAGE Abdeltif AOURAGH Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique   Abdeltif AOURAGH
---	--



CAHIER DEFINISSANT LES SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Item N°01 : Recharge et livraison des bouteilles de gaz propane :

1- RECHARGE GAZ PROPANE

Recharge de bouteilles de gaz propane destinées au siège OFPPT

En cas de besoins imprévus, la livraison doit se faire immédiatement après commande (dans l'heure qui suit).

2- LIVRAISON

Le fournisseur s'engage à livrer pour la période et dans le délai indiqué à l'article 11 du C.P.S, toutes les quantités qui seront demandées pour les besoins du service, aux jours et heures indiqués sur les commandes adressées.

En cas de retard dans la livraison, il sera pourvu immédiatement aux besoins de l'établissement, aux risques et périls du fournisseur, dans les conditions prévues par le CCAG-T.

Si la livraison n'est pas reconnue conforme par la commission de réception, elle pourra être refusée et le fournisseur sera tenu de la remplacer dans l'heure suivant le rejet. Faute par lui d'opérer le remplacement dans le délai fixé en qualité recevable, il sera immédiatement pourvu aux besoins de l'Etablissement, aux risques et périls du fournisseur, dans les conditions prévues par le CCAG-T.

3- TAXES ET TRANSPORT

Les prix s'entendent TTC, marchandises livrées. Le transport devant s'effectuer dans le respect des règles d'hygiène et de propreté.



BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF –

Objet : la réalisation des prestations relatives à la recharge des bouteilles de gaz propane pour les besoins de cuisson du restaurant du siège de l’OFPPT.

Item n°	Désignation des prestations	Unité	Quantité annuelle		Prix unitaire en DH HTVA En chiffre (3)	Prix total annuel en DH HTVA	
			Minimum (1)	Maximum (2)		Minimum (1)*(3)*12	Maximum (2)*(3)*12
1	Recharge et livraison des bouteilles de gaz propane :	Bouteille	100	200			
Montant total annuel DH hors T.V.A							
Montant de la T.V.A (10%)							
Montant total annuel DH TTC							
Fait à ..., le...							
Signature et cachet du concurrent							

(1) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au RC



ANNEXE N°01 :

- Spécifications techniques des fournitures proposées par le concurrent et dont le dépôt des prospectus est obligatoire

N.B : Les soumissionnaires sont invités à remplir la case « Proposition du soumissionnaire » en précisant les caractéristiques du matériel proposé.

- Tout article ne répondant pas aux spécifications demandées sera déclaré non conforme.
- Les colonnes « Désignation et caractéristiques techniques » et « Appréciation de l'administration » ne doivent pas être renseignées ou modifiées
- Le concurrent est tenu de renseigner pour chaque article la marque, la référence et les caractéristiques des fournitures proposées et ce, dans le cadre de la colonne « Proposition du soumissionnaire » et la ligne correspondante à l'article.
- Les valeurs des dimensions, longueurs, capacités, Doivent être renseignés d'une manière précise dans la colonne « Proposition du soumissionnaire ».
- Toutes les caractéristiques proposées doivent être conforme aux prospectus déposés.

Item N°	Désignation et caractéristiques techniques	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
01	La bouteille propane de 34 kg : <ul style="list-style-type: none">• La charge utile (contenu net) en gaz propane au minimum : 34 KG• Dimensions minimales :<ul style="list-style-type: none">o Hauteur minimale 120 cm.o Diamètre minimal 29 cm.• Poids de la bouteille de gaz vide au minimum : 35,5 KG.• Poids de la bouteille de gaz pleine au minimum : 69,5 KG.	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	

